

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

2 – 15 février 2018



| Technopolis |

Pertuis, à quelques kilomètres au nord d'Aix-en-Provence, est une petite ville tranquille baignée de soleil. Ni la proximité du centre d'études nucléaires de Cadarache ni le pipeline qui traverse la commune pour relier les raffineries de Fos-sur-Mer au centre de stockage de Manosque ne semble inquiéter ses habitants. C'est d'ailleurs là, dans une zone d'activité semblable à toutes les autres, que se trouvent les bâtiments d'un fabricant de matériel électronique : *Elyctis*. Cette petite entreprise réalise quasiment tout sur place. Du bon vieux *Made in France* quoi, du fait maison qui engendre toute la fierté de son dirigeant et fondateur, Alexandre Joly. C'est qu'en moins de 10 ans, il en a fait du chemin depuis qu'il a monté sa boîte ! Il peut même se vanter en jeans-chemise décontracté qu' « *hormis la pose des composants électroniques qui est externalisée, tout est réalisé en interne, l'électronique, l'optique, le logiciel, la mécanique, l'assemblage et le test final. Nous partons de la matière première pour arriver au produit fini.* » Et quand il parle de produit fini, ce M^ossieur n'évoque pas les autres spécialités locales,

comme les vins, huiles d'olives et autres pommes de terre AOC, mais bien la sienne, dont il porte aujourd'hui la lourde responsabilité sur ses humbles épaules. C'est que notre ingénieur vient de doubler son chiffre d'affaire en 2017 grâce à une idée de génie : un scanner-lecteur mobile et électronique de documents d'identité, dont il a eu l'intuition après le 11 septembre, et qui s'insère dans un smartphone ou une tablette. Sa petite invention permet de lire automatiquement la bande de chiffres et de lettres située en bas des papiers d'identité (dite MRZ, *Machine Readable Zone*), tout en décryptant en même temps les éléments d'information biométriques contenus dans leur puce sans contact (*RFID*), et ce, aussi bien dans les transports (aéroports, trains) qu'en extérieur. Après avoir équipé le ministère de l'Intérieur grec et la police des frontières ukrainienne en 2016, puis le Kirghizistan en 2017 pour son élection présidentielle, le petit bijou de technologie en identité numérique commercialisé par *Elyctis* vient de remporter le gigantesque marché français de flottes de terminaux nomades sécurisés

Début décembre, Vordernberg (Autriche).

Trois retenus se font la malle du centre de rétention situé dans le Land de Styrie. Ils ont profité de la météo de forte neige et de la violente tempête, ce qui a atténué les bruits pour défoncer une vitre donnant vers l'extérieur.

JANVIER 2018

2/01, Munich (Allemagne).

Un véhicule de l'entreprise *Implenia*, impliquée dans l'agrandissement de la prison de Bässlergut (Bâle) est incendié. Deux voitures de sociétés immobilières sont aussi réduites en cendres la même nuit.

5/01, Thessalonique (Grèce).

Deux grues sont incendiées sur un chantier du métro, en réponse à l'expulsion de l'occupation anarchiste *Thermita* et pour lutter contre le développement urbain.

6/01, Melilla (Espagne).

Plus de 300 migrants partent à l'assaut de la frontière maroco-espagnole, composée de deux clôtures de six mètres de haut, avec des câbles d'acier entrecroisés entre les deux. Près de 200 y parviennent à l'aide de chaussures cloutées et de crochets. Un flic zélé perd son lobe d'oreille en passant.

6/01, Thessalonique (Grèce).

Les bureaux d'information du ministère de la Défense Nationale, le consulat français et la mairie (en zone très surveillée donc), sont attaqués avec quatre engins explosifs de basse puissance. Revendiqué par « *Organisation Anarchiste d'Action* » : « *En période de paix, les achats d'équipements pour les forces aériennes grecques, les*

dénommés NEO (côté Police) et NEOgend (côté Gendarmerie). Mais on y reviendra.

Il existe aussi beaucoup d'autres belles histoires de *Made in France* trop méconnues des cœurs enflammés qui parcourent nos belles provinces. Tenez par exemple, celle d'une amitié de vingt ans entre deux potes qui se targuent d'avoir « *commencé leur belle aventure en parcourant le pays dans une 4L de La Poste achetée une bouchée de pain aux enchères* ». Depuis 1993, leur trait de génie à eux, désormais grisonnants, bedonnants et encravatés, est d'avoir développé dans de nouvelles matières (mousses thermoformées capables d'absorber l'énergie) des coques de protection sur-mesure destinées aux professionnels. *Mobilis*, la petite entreprise de François Picot et de Gérard Truffier-Blanc les oblige certes toujours à se déplacer entre le siège social et de recherche situé à Chavanod (Haute-Savoie) et leur unité de production implantée à Méreau (Cher), mais ça valait le coup. Car après avoir commencé en fournissant de tristes commerciaux en grandes surfaces qui cherchaient à protéger leur ordinateur ou leur téléphone portable, les voilà désormais qui vousoient des ministres dans les salons dorés, et qui équipent les ingénieurs de chez Total sur leurs plateformes offshore, les policiers new-yorkais, et même les parachutistes de l'armée française. Bon, pour se développer il a bien fallu sous-traiter une partie à Guangzhou (Chine) en exploitant à vil prix plus d'ouvriers, mais le haut de gamme personnalisé pour les forces de l'ordre est resté au pays, rassurez-vous. Et devinez quoi, *Mobilis*, spécialiste ès-protection et transport *made in France* d'outils informatiques mobiles, vient à son tour de remporter le gigantesque marché français de flottes de terminaux nomades sécurisés dénommés NEO (côté Police) et NEOgend (côté Gendarmerie). Mais on y reviendra.

D'autres belles réussites injustement oubliées du grand public savent quant à elles se faire plus discrètes. Ainsi en est-il des descendants de l'imprimerie Oberthur de Rennes, pourtant premier éditeur de l'annuaire téléphonique et fournisseur exclusif de l'almanach postal au XIXe siècle, dont les activités s'élargirent subitement en 1940 à l'impression des billets de la Banque de France. Mise en liquidation en 1983 puis scindée en plusieurs entités distinctes, deux branches continuant à s'occuper de calendriers, d'agendas et de reliure, c'est en réalité la troisième d'entre elles qui revêt une importance digne de figurer dans notre valorisation du savoir-faire hexa-

gonal. Après les billets de banque toujours imprimés sur son site de Chantepie près de Rennes, jusqu'à devenir aujourd'hui le troisième imprimeur mondial de ce genre de biftons, François-Charles Oberthur Fiduciaire (FCOF), puisque c'est son petit nom, s'est ensuite spécialisée dans les chèques, les jeux à gratter et enfin les cartes SIM, Vitale et autres Pass Navigo, avant de revendre en 2011 à un fonds d'investissement toutes ses activités regroupées dans *Oberthur Technologies* (OT). Celles relatives aux puces et à l'identité, pour ne rien vous cacher. Et puisqu'une telle *success story* ne s'arrête pas toute seule, OT a fusionné en mai 2017 avec Morpho, filiale du groupe aéronautique civil et militaire Safran, elle aussi dédiée à l'identité et la sécurité, pour finalement devenir le groupe OT-Morpho, rebaptisé *Idemia* depuis la fin de l'année.

Ouf, mais tout ça pour en arriver où, si ce n'est un peu de culture patrimoniale à bon compte ? Eh bien, rien moins qu'à une multinationale spécialisée dans la gestion de l'identité et de l'identification criminelle à travers les e-documents (papiers d'identité électroniques, cartes à puce et SIM), dans l'identification (biométrie, iris etc) et dans la détection (explosifs, narcotiques et produits chimiques).

Dans le domaine commercial de l'identité en ligne, c'est *Idemia* qui développe des technologies permettant de valider une transaction grâce à ses empreintes digitales, sa photo ou son profil cardiaque, plutôt qu'avec des codes et des mots de passe. Dans le domaine policier, c'est *Idemia*, fidèle collaborateur officiel du FBI ou d'Interpol, qui propose des systèmes de comparaison de données biométriques à la volée (empreintes digitales, reconnaissance faciale ou de l'iris) comme celui déjà présent dans les aéroports parisiens et marseillais ; qui propose des systèmes de comparaison d'ADN en moins d'une heure ; qui gère l'émission des permis de conduire aux Etats-Unis ; qui vient de vendre son système de reconnaissance faciale à la police des Pays-Bas (permettant de comparer la photo prise par une caméra de vidéosurveillance avec celles de leurs bases de données) ; ou qui a conçu en 2010 pour l'Inde le projet *Aadhaar*, un numéro unique à 12 chiffres attribué à chaque individu après enrôlement de ses données (empreintes digitales, photo biométrique du visage et scan de l'iris), soit 1,2 milliard de personnes et 99% des adultes désormais fichés de la sorte. Depuis trois ans, il n'est donc pas étonnant que la carte *Aadhaar* soit devenue obligatoire en Inde pour créer un compte en banque, ouvrir une ligne téléphonique, souscrire une assurance, recevoir le versement des aides sociales, des

accords avec Israël et la vente de munitions à l'Arabie Saoudite montrent que, dans la bouche des étatistes, défense ne peut que signifier guerre. Et à leur guerre, nous répondons par la guerre. Ni guerre nationale, ni guerre religieuse, pour la guerre sociale révolutionnaire ».

6/01, Patras (Grèce).

Pendant la visite de Tsipras et de 20 ministres dans la ville, une attaque détruit une bonne partie d'une agence *ELTA Hellenic Post* à l'aide de petites bonbonnes de gaz. Revendiqué par « *Cellules FAI-FRI* ».

8/01, Munich (Allemagne).

Le véhicule d'une entreprise de construction est incendié dans le quartier de Giesing, où doit être construit un nouveau centre judiciaire.

11/01, Berlin (Allemagne).

« *Antifas à l'offensive* » brise les vitres du bureau des Verts au pouvoir à Wedding, puis enflamme une voiture de luxe et un utilitaire de la Volksbank (Banque Populaire) près de là.

14/01, Bruxelles (Belgique).

Un incendie nocturne fait rage sur un énorme chantier d'*Infrabel*, le gestionnaire du rail belge. Le feu semble avoir été bouté à des amas de câbles électriques. Les pompiers mettent plusieurs heures à éteindre le feu.

15/01, Schmiten (Suisse).

Dans le canton de Fribourg, incendie d'un utilitaire d'*Implenia*, une des principales entreprises impliquées dans l'extension de la prison de Bässlergut (Bâle).

17/01, Palaiseau (France).

Dans les Yvelines, quadruple évasion à l'ancienne au centre de

rétenition (CRA) : barreaux sciés et draps noués.

18/01, Athènes (Grèce).
Visite ravageuse chez un notaire affilié à une banque et lié à la spéculation immobilière. Ses bureaux et son équipement informatique sont saccagés. Revendiquée par « *Des anarchistes* ».

21/01, Athènes (Grèce).
Deux véhicules garés devant l'ambassade d'Ukraine sont livrés au flammes au cours de la nuit.

22/01, Francfort (Allemagne).
Plusieurs distributeurs de tickets des transports publics sont sabotés à l'aide de marteaux, de peinture et de mousse expansive. Revendiqué par « *Collectif transports gratuits* ».

22/01, Leipzig (Allemagne).
Vitres cassées et peinture contre l'association musulmane turque pro-Erdogan DITIB. « *Mort au fascisme turc et à ses complices en Allemagne !* », « *Solidarité avec la défense d'Afrin* » sont tagués.

22/01, Paris (France).
Incendie d'une BMW à plaque diplomatique dans le 17e. Revendiqué en solidarité avec des anarchistes incarcérés en France et en Allemagne, sous procès en Italie, et avec « *les prisonniers qui ripostent aux matons, ces jours-ci* ».

22/01, Thessalonique (Grèce).
Des affrontements avec la police éclatent lors d'une manifestation contre l'incendie du squat *Libertatia* par des fascistes.

22/01, Vincennes (France).
Les évasions s'enchaînent au centre de rétention de Vincennes (Paris). Tout part de la nuit du 5 au 6 décembre, où

pensions ou des bourses d'étude (tout cela implique désormais de poser ses doigts sur un lecteur d'empreintes pour vérification, ou de plonger ses yeux dans des jumelles à reconnaissance d'iris). Et puisqu'il ne peut s'arrêter en aussi bon chemin, le gouvernement indien pousse maintenant la population à utiliser le paiement par biométrie grâce à la création du système bancaire *Aadhaar Pay*, afin de réduire l'usage si peu transparent de l'argent liquide. Alors, quand les projets de l'État et du capital fusionnent enfin dans un contrôle technologisé généralisé, qui est-ce qui sabre le champagne ? Peut-être les ingénieurs *Idemia* des centres de recherche&développement d'Osny, Issy-les-Moulineaux et Pessac, ou ses salariés des usines de Saint-Etienne-du-Rouvray, Vitré ou Meyreuil ? Qui sait ? Mais au fait, quelqu'un sera-il encore étonné d'apprendre qu'*Idemia* vient également de remporter le gigantesque marché français de flottes de terminaux nomades sécurisés dénommés NEO (côté Police) et NEOgend (côté Gendarmerie) ? On y vient.

A côté d'*Elyctis* en fournisseur du lecteur optique mobile de documents d'identités, de *Mobilis* en créateur de coques et protection d'écran sur-mesure et d'*Idemia* en concepteur des cartes micro-SD sécurisées pour les terminaux, il ne manquait plus que le nom du fournisseur des 18 300 tablettes et 67 000 smartphones destinés aux forces de l'ordre, ainsi que celui de l'opérateur réseau, puisque le logiciel lui-même a été conçu par l'État dans son agence ANSSI sur une base Android de *Google* modifiée à l'aide de *Secdroid*. C'est donc la célèbre marque *Sony* (avec ses smartphones *Xperia X* et ses tablettes *Xperia Z4*) et surtout celle qu'on trouve à chaque coin de rue, *Orange (Business Services, OBS)*, qui viennent compléter ce marché à 53 millions d'euros lancé en 2016 par la police et la gendarmerie nationale. Un marché devenu opérationnel avec la livraison depuis fin janvier 2018 et jusqu'en mai prochain de dizaines de milliers de terminaux rodés depuis trois ans dans plusieurs régions-tests.



Si NEO, qui signifie simplement *Nouvel Équipement Opérationnel*, ne change pas fondamentalement la donne, il est toutefois significatif de l'accélération du contrôle permis par la technologie et de ses conséquences en terme de resserrage des mailles du filet.

A tout moment, fournir une pièce d'identité récente lors d'un banal contrôle permettra à la flicaille de scanner sa bande MRZ et de lire sa puce RFID, afin de vérifier par

comparaison immédiate avec la base de donnée du fichier officiel, non seulement l'authenticité de sa suite algorithmique, mais également sa validité (nombre de points du permis ou son retrait). De même, ce terminal portable permettra à n'importe quel uniforme s'ennuyant en patrouille de jouer avec les plaques d'immatriculation qui l'environnent, de contrôler une arme ou un téléphone en cliquant bêtement sur sa petite application FOVeS (*Fichier des objets et des véhicules signalés*, avec les catégories « *numéro de série ou numéro IME/volé ou non/sous surveillance ou pas* »). En plus de chasser les faux-papiers, cela revient donc à équiper chaque bleu individuellement de l'ensemble des fichiers à sa disposition, en permanence, avec peu de latence et de façon simultanée. Et on vous passe l'appli carte GPS qui leur montre la localisation de faits divers ou accidents récents, là où se trouvent leurs autres collègues pour coordonner vite fait bien fait des barrages routiers et des courses-poursuites, ou l'appli dédiée aux « *interventions ferroviaires* »...

Très concrètement, NEO permet de contrôler tous les passagers d'un bus par simple passage de n'importe quel papier (carte d'identité, passeport, permis de conduire, carte de séjour, carte grise) sous leur smartphone sans avoir besoin de tous les récupérer, puis, sans avoir à consulter les différents autres fichiers un par un par radio, de savoir immédiatement pour chaque papier s'il existe et correspond à la base de données, si son titulaire en possède d'autres, et si celui-ci ne fait pas l'objet d'une fiche de recherche justice, police ou Schengen, d'une fiche S ou de radicalisation (clic « Personne » ou « BDSP-rens », *Base de Données de Sécurité Publique-Renseignements*), et même d'afficher le résultat du *Fichier de traitement des antécédents judiciaires* (TAJ). Et puis tant qu'on y est, de nombreuses autres applis connectées sont déjà en cours de développement, comme par exemple de pouvoir prendre des clichés anthropométriques (corpulence, proportions et composition du corps humain) ou de faire mouliner des programmes de « *criminologie prédictive* » à partir du big data généré par tous les terminaux, afin d'orienter au mieux les patrouilles en leur proposant à J+1 des cartes de délits « probables » (des tests sont déjà en cours dans le Nord en matière de cambriolages et dans l'Oise en matière de vols de voitures). Face à ce genre de dispositif, on remarquera que le fait de *cultiver l'imprévu* permet non seulement déjà aux individus rebelles de se saisir de toute l'autonomie nécessaire en terme d'espace, d'objectif et de temporalité, mais constitue aussi le petit grain de sable qualitatif qui échappera toujours à la statistique des grands nombres.

une révolte incendiaire éclate et rend inutilisable l'ensemble de l'unité 3 peu après une tentative d'évasion. A la suite de cette mutinerie, les retenus du bâtiment dévasté sont transférés dans un autre bâtiment qui donne directement sur la rue. Du 6 décembre au 22 janvier, ce sont 26 sans-papiers qui sont parvenus à se faire la belle (dont 17 la nuit de la Saint-Sylvestre).

23/01, Bari (Italie).
Début de révolte incendiaire avec plusieurs matelas en flammes dans le centre fermé pour réfugiés (CPR). Il avait rouvert en novembre 2017 après plus d'un an et demi de travaux de rénovation suite à une révolte ayant causé des dégâts considérables.

24/01, Trente (Italie).
Vitrine et porte d'un magasin *Benetton* brisées. Un tag laissé sur place précise « *Pour Santiago [compagnon assassiné par la police argentine] et la lutte mapuche.* »

janvier, France
Face à la grève des matons, bloquant notamment les activités, plusieurs révoltes éclatent à l'intérieur. Le 18 janvier à Fleury-Mérogis, plus d'une centaine de prisonniers refusent de réintégrer les cellules à l'issue de la promenade écourtée. Le 20 janvier à Maubeuge (Nord), une vingtaine de prisonniers se rassemblent dans les coursives du bâtiment A2 et y détruisent vitres et mobilier, entassent des poubelles et déversent de l'eau savonneuse. Par ailleurs, 70 autres mutins sabotent les serrures de cellules dans trois autres ailes. Le lendemain, une quarantaine d'entre eux refusent de regagner les cellules.



Le 23 janvier à Nantes, 28 prisonniers refusent de remonter en cellule après la promenade.

Le 24 janvier à Epinal (Vosges), des prisonniers répondent par le feu au blocage des matons : plusieurs foyers d'incendie dans l'une des coursives. Ce début de révolte a fait reprendre du service aux matons « en grève », qui ont épaulé pompiers, flics et ERIS pour rétablir l'ordre.

24/01, Patras (Grèce).
Attaque incendiaire contre un bâtiment de l'organisation nationaliste « Protoporias ». Revendiqué par « *Antifascisme combattant* ».

25/01, Lepizig (Allemagne).
Vitres cassées à la permanence du SPD. La revendication parle de la situation à Afrin et finit avec « *Pas de trêve avec le régime fasciste, à bas Erdogan* » et « *Pour une société autodéterminée – au Rojava et partout* ».

25/01, Besançon (France).
Trois agences d'interim et deux agences immobilières défoncées. Attaque contre ces « *défenseurs de la propriété et de l'exploitation salariale* » revendiquée par « *Willy Frapp / L'Est Révoltant* ».

26/01, Athènes (Grèce).
Visite ravageuse chez les publications nationalistes « Lochni » : destruction de vitres, de bureaux et d'une voiture à l'aide de marteaux, peinture partout et saccages à tout va. Revendiqué par « *Attaque anti-hellénique* ».

26/01, Leipzig (Allemagne).
Six distributeurs de tickets des transports publics détruits dans la nuit à différents endroits.

Aux yeux du pouvoir, il semble qu'être espionnés à tout bout de champ par ses boules haut perchées ou qu'être flashés par les laisses électroniques de citoyens-délateurs ne soit pas encore suffisant : en plus des 10 000 caméras-piéton annoncées au buste des pandores d'ici 2019 (opération « *Vas-y, chophe la cam' !* »), les 110 000 tablettes et smartphones NEO déployés d'ici 2020 risquent de finir par encombrer totalement notre champ de vision. A moins bien sûr que nous puissions faire quelque chose pour y remédier... car lorsque le contrôle néo-policier devient simple comme cliquer sur le bouton photographique d'un smartphone ou sur ses applis, avec interrogation directe d'une banque de données à distance, c'est bien dans l'interaction entre le réel et le virtuel que réside la principale fragilité de leur architecture.

Dans les grandes villes, il n'était pas rare qu'un contrôle d'identité avec vérification radio dure un bon quart d'heure voire bien plus, tout simplement parce que le point d'engorgement se situait soit au niveau des quelques fréquences spécifiques attribuées aux forces de l'ordre, soit au niveau de l'agent à contacter au poste, et qu'ils lâchaient l'affaire. Ou en tout cas que le contrôle visuel d'une seule pièce d'identité leur semblait suffisant, sans interroger par exemple successivement le fichier des permis de conduire -FNPC- puis celui des cartes d'identité/passeports (dit TES, *titres électroniques sécurisés*, créé fin 2016). Ces dernières années, certains policiers d'intervention (type BAC de jour) utilisaient déjà plus fréquemment des téléphones portables pour tenter de contourner l'obstacle de la saturation-radio, qui peut encore être aggravé lorsque pour une raison ou pour une autre, un ou plusieurs relais ne fonctionne plus. Cela fait bien sûr partie du jeu, et toutes les infrastructures critiques intègrent la notion de résilience (capacité d'un système à surmonter une altération de son environnement), en diversifiant les chemins d'approvisionnement en énergie ou en ondes, grâce à des réseaux plus « horizontaux » sous forme de boucles multiples, les unes pouvant relayer les autres. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas que certains nœuds au carrefour de réseaux demeurent plus critiques que d'autres. Prenons donc au hasard, à titre d'illustration, le cas des communications liées au contrôle.

Jusqu'à présent, la gendarmerie utilisait le réseau *Rubis*, composé de 420 relais radio (ondes situées dans la plage des 70 MHz adaptée aux zones très étendues), tandis que

la police utilisait de son côté le réseau *Acropol*, composé de 1 100 sites relais (ondes situées dans la plage des 400 MHz qui se caractérise par sa capacité de pénétration et de propagation dans les milieux fermés). Tous deux sont depuis quelques années à la fois numériques et cryptés, et fonctionnent selon la norme technologique *Tetrapol*, développée par Airbus-EADS, norme qui s'est imposée dans beaucoup d'autres pays européens en concurrence avec *Tetra*, plus récente. Ce n'est donc peut-être pas tout à fait fortuit si ce type d'infrastructures est régulièrement visé, comme avec l'incendie en juillet 2016 à Zurich-Waidberg (Suisse) d'une antenne-relais de secours pour la police, ou avec cette autre antenne, de type *Tetra*, calcinée le 1er janvier dernier à Elsterberg (Allemagne). Tant qu'ils auront besoin de structures physiques, il restera toujours possible d'en neutraliser certaines, voire même d'imaginer comment un effet boule de neige pourrait conduire à leur saturation sur une plus vaste échelle.

Avec le déploiement de ses terminaux NEO, qui interrogent en permanence l'intranet des forces de l'ordre, l'État entend contourner cette relative fragilité quantitative en introduisant plus de souplesse : NEO utilisera ainsi en priorité les réseaux 3G/4G (ou Wifi) classiques d'*Orange*, mais pourra toujours rebasculer en cas de besoin sur le système *Tetrapol* (ce dernier devenant au fur et à mesure un système de secours). Cette nouveauté intervient pourtant bien tard, à un moment où les réseaux 4G introduits en 2011 commencent déjà à pointer leurs limites en terme de débit (la capacité technique venant alimenter de nouveaux usages comme le *streaming*, et réciproquement, la vidéo constituant aujourd'hui 60% du trafic Internet fixe et mobile aux États-Unis), à tel point qu'un opérateur comme *Orange* vient de raccourcir son délai d'introduction de la 5G de 2025 à 2020. Deux tests grandeur nature d'antennes 5G vont ainsi être réalisés de mi-2018 à mi-2019 à Lille et Douai conjointement avec *Ericsson*, tandis que les autres opérateurs investiront Lyon, Bordeaux, Nantes, Le Havre, Saint-Étienne, Montpellier et Grenoble. En générant un flux exponentiel de données échangées par la police, il n'est donc pas certain que le recours massif à NEO résolve la question de la saturation, si ce n'est que la multiplication d'antennes ordinaires utilisées offre en même temps plus de prises et d'effets cascades. Qu'il s'agisse de plusieurs antennes de proximité mises hors-service par une tempête en bouchant le flux de celles qui restent debout (comme avec *Xynthia* en 2010), ou de relais plus importants dont la coupure peut même entraîner des black out sur de vastes

26/01, Hambach (Allemagne). Des anarchistes sabotent une station de pompage de RWE à l'aide de plusieurs engins incendiaires, en guise de solidarité avec les neuf incarcérés de la forêt, suite à l'expulsion d'une barricade.

26/01, Hambach (Allemagne). Un « *groupe autonome d'anarchistes* » revendique le court-circuit sur la ligne de train dédiée au transport de lignite de la RWE (l'entreprise énergétique qui gère, entre autre, la mine de charbon à Hambach). « *Le court-circuit que nous avons provoqué sur les caténaires peut leur montrer qu'à tout ce qu'ils font, ils recevront une réponse de notre part. Le principe est simple : depuis un pont, descendre à gauche et à droite des lignes d'électricité des cordes de nylon avec des poids. Laisser ensuite tomber le fil métallique préalablement attaché aux cordes. Il est important de garder les yeux fermés à ce moment-là.* ».

26/01, Besançon (France) Incendie d'une armoire locale de raccordement à la fibre optique avenue Villarceau, entre la maison d'arrêt et le SPIP. Une centaine d'utilisateurs privés d'internet pendant 24h.

27/01, Angoulême (France). La permanence des Républicains (LR) rue du Minage est attaquée à gros coups de pierres. Vitrites et porte brisées, et un tag « *ACAB* » en rab, signé « *Paria* ».

29/01, Brême (Allemagne). Un véhicule de police est incendié, salutations solidaires aux personnes en taule.

29/01, Rennes (France). Deux molotovs lancés contre les pelleuses du projet de « parc

naturel et urbain » des prairies Saint-Martin. Revendiqué par « *Des rageuses* », notamment en solidarité « *avec les incendiaires de voitures de keufs, de CRA, d'HP, de taules et de tout ce qui nous enferme !* »

FEVRIER 2018

2/02, Portes-les-Valence (France).

Dans la Drôme, un inconnu force les rideaux métalliques du poste de la police municipale avant de péter une vitre pour y jeter un molotov. Le bureau inauguré deux ans plus tôt prend feu et les flammes le détruisent entièrement.

2/02 Leipzig (Allemagne).

Le commissariat du quartier Connewitz est attaqué avec des pierres et de la peinture. Ailleurs dans la ville, les bureaux du ministère de la Justice sont maculés de peinture.

2/02, Berlin/Stuttgart (Allemagne).

Dans la capitale, pierres et peinture contre un bâtiment de la *Bundespolizei*, salutations aux prisonniers de la révolte contre le G20 à Hambourg. A Stuttgart, le tribunal *Oberlandsgericht*, se voit maculé de peinture, également en solidarité contre la répression suite au G20.

4/02, Compiègne (France).

Dans l'Oise, un fourgon de la police municipale servant de fourrière pour animaux «errants» est incendié.

6/02, Paris (France).

Lors de la manifestation contre une énième réforme universitaire, les vitrines de plusieurs banques et magasins de vêtements de luxe (dont un est pillé) sont brisées.

zones, cette technologie rencontre nombre d'interruptions possibles. Pour preuve, le sabotage d'une grosse antenne à Orbeil (Puy-de-Dôme) fin août 2017 qui a coupé les réseaux de téléphonie mobile de tout le bassin d'Issoire jusqu'aux portes de Brioude, celui de Saint-Laurent-sous-Coiron (Ardèche) en juillet 2017 qui a rendu muette toute l'Ardèche et une partie de la Drôme, tandis que celui des pylônes de TDF et de téléphonie mobile en juin à Piégros-la-Clastre (Drôme) avait déjà provoqué de telles perturbations.

Ceci dit, ce ne sont pas les uniques infrastructures auxquelles NEO-le-gourmand va avoir recours : si le cloud privé où ses uniformes stockent leurs documents (photos, notes et PV pris sur le vif pour servir ensuite aux enquêtes) sont situés dans des data centers, il lui faut également une plateforme gestionnaire qui extrait et recoupe toutes les données utilisées ou recueillies par les applications (c'est le SAP HANA qui a été retenu), et surtout l'ensemble des prestations d'*Orange Business Services* qui assure la connectivité avec les plus de 84 000 cartes SIM *Orange* de NEO, s'occupe de la formation d'une partie des utilisateurs et aussi de la maintenance des équipements.



Dans une série télévisée d'anticipation, on a pu voir il y a quelque temps un inspecteur de police fort démuné et incapable de tirer avec son arme de service, parce que cette dernière n'était plus standardisée mais reliée électroniquement à sa petite personne, afin qu'aucun méchant ne puisse s'en emparer. L'arme n'était pas enrayée, mais tout simplement déconnectée. Dans notre monde bien réel et toujours plus techno-dépendant, il est somme toute logique que l'État choisisse de déléguer toujours plus de pouvoir, et donc de *confiance*, à des machines et à leurs flux fragiles. Cela a d'ailleurs bien dû faire rire en Inde les petits malins qui ont capturé et répliqué empreintes digitales et iris à l'aide d'un appareil photo à haute résolution pour créer de faux papiers, ou ceux qui ont bloqué toutes les transactions bancaires de l'*Aadhaar Pay* dans une région rurale du pays en coupant son antenne 2G.

Savoir regarder au-delà des uniformes, c'est peut-être aussi cela : être disposés à embrasser un horizon où ils seraient absents ; d'où ils seraient absents parce qu'on aurait réussi à les entraver dès maintenant. Par dégoût ou par désir.



Un autre Rubicon a été franchi. Ce qui était malheureusement prévisible n'a pas tardé à se réaliser, favorisé par un petit jeu diplomatique dégueulasse entamé par les Etats-Unis. Suite à leur annonce de vouloir constituer une armée régulière stationnée le long de la frontière turco-syrienne – en enrôlant une partie importante de combattants des YPG kurdes au nord de la Syrie –, le régime d'Ankara a lancé le 19 janvier une offensive militaire contre l'enclave d'Afrin tenue par ces derniers.

De toute évidence, cette offensive a été préparée de longue date, comme en témoigne par exemple l'intégration de nombreux groupes armés islamistes aux côtés des soldats turcs (membres de l'OTAN), une intégration qui ne se réalise pas en quelques jours. Il est difficile de croire que les différentes puissances présentes dans le conflit syrien, notamment la Russie qui contrôle les airs, n'étaient pas au courant. Quoi qu'il en soit, des accords tacites ont été manifestement donnés, l'aviation turque bombardant à sa guise les positions des YPG et des villages autour d'Afrin, ainsi que la ville même. Une fois de plus dans l'histoire, la population kurde – et pas seulement – fait les frais d'un terrible jeu international.

Que nous n'ayons pas adhéré aux louanges de la « révolution au Rojava » tressés par quasi toute la gauche et une partie considérable d'anarchistes, tient à de nombreuses raisons. Une des plus importantes est sans doute le fait que toute tension révolutionnaire sur place reste subordonnée à la hiérarchie aguerrie issue d'une très classique version stalinienne de la lutte de libération nationale.

Que les soulèvements non sans esprit libertaire de ces dernières années – y compris en Syrie – aient aussi provoqué des répercussions jusque dans les appareils du mouvement kurde nous semble également un fait indiscutable, ouvrant effectivement la voie à une approche moins centralisée et moins dirigiste de la lutte au Kurdistan. Par contre, cela ne change rien au fait qu'un appareil politico-militaire reste un appareil, « obligé » de faire tout ce que prescrit la stratégie politique : alliances imbuables, brusques revirements, répression des voix discordantes, propagande hypocrite. Tout en reconnaissant l'importance des combats livrés par des milliers d'hommes et de femmes, au Rojava syrien comme dans les montagnes de Turquie, animés par une certaine idée de libération, les louanges nous semblaient pour le moins déplacés, sinon mystifiants, lorsque la hiérarchie des YPG signait en pleine révolution syrienne un « accord » avec le régime sanguinaire d'Assad pour s'assurer de la gestion d'une partie du territoire syrien (« *c'était une nécessité stratégique* ») ; qu'ensuite elle concluait des accords militaires avec des pays comme les Etats-Unis pour s'assurer de livraisons d'armes et d'entraînements avec ses instructeurs (« *sinon comment se défendre face à Daesh ?* ») ; qu'elle ne cherchait jamais à étendre le « conflit révolutionnaire » en dehors des confins du Kurdistan (« *il faut être réaliste* ») par exemple en appelant à lutter contre les démocraties européennes plongées jusqu'au cou dans la prolongation de cette guerre ; et qu'au final, triste nécessité, elle acceptait la présence d'au moins deux mille soldats américains, français et autres sur son « territoire libéré », allant

aujourd'hui jusqu'à offrir l'installation de deux bases américaines dans le Rojava, l'une à Rmeilan et l'autre au sud-est de Kobané. Peut-être sommes-nous bornés, mais en tant qu'anarchistes, nous continuons à avoir du mal à percevoir comment une véritable révolution sociale pourrait se réaliser sous les ailes protectrices des F-16 américains et des forces spéciales françaises.



Ceci dit, rester à l'écart de ce conflit dans une sorte d'indifférence molle pour ne pas avoir à se salir les mains nous semble tout aussi inacceptable que de fermer les yeux devant la direction hiérarchique des YPG et sa doctrine politico-militaire. L'offensive turque à Afrin fait par exemple écho à la guerre que le régime d'Erdoğan livre au Kurdistan en territoire turc à coups de massacres, de bombardements et d'exécutions – d'ailleurs non sans rencontrer une très forte résistance. Au fond, ce sont les termes mêmes de la question qu'il faudrait changer. Et cela vaut aussi, nous semble-t-il, pour tant d'autres conflits traversés par de très vastes stratégies géopolitiques, que ce soit au Yémen où la guerre continue sans trêve, dans le reste de la Syrie, en Palestine où la guerre s'intensifie à nouveau, en Ukraine ou dans maints pays d'Afrique.

Certes, nous pouvons apporter notre soutien aux groupes de combat anarchistes qui se sont constitués au Kurdistan avec des perspectives révolutionnaires affirmées. Et même si des informations plus précises font pour l'instant défaut – au moins pour nous – quant à leurs activités et positionnements face à la hiérarchie militaire des YPG, nous ne pouvons que reconnaître une véritable volonté internationaliste chez les compagnons qui se sont engagés dans ce combat, tout en es-

pérant que leurs expériences et retours critiques aideront à mieux comprendre la situation. Ailleurs aussi, nous pouvons de la même façon apporter notre solidarité aux anarchistes pris dans une guerre ou subissant des régimes répressifs particulièrement féroces. Oui, nous pouvons faire tout cela, mais pas seulement.

A ce propos nous reviennent en tête les paroles de Louis Mercier Vega, inlassable combattant anarchiste ayant traversé de nombreuses situations de conflits aigus sur différents continents, des mots datant de 1977, en pleine explosion de guérillas et de guerres : « *Quant à la sempiternelle considération que tout acte, tout sentiment exprimé, toute attitude fait le jeu de l'un ou l'autre antagoniste, elle est sans nul doute exacte. Le tout est de savoir s'il faut disparaître, se taire, devenir objet, pour la seule raison que notre existence peut favoriser le triomphe de l'un sur l'autre. Alors qu'une seule vérité est éclatante : nul ne fera notre jeu si nous ne le menons pas nous-mêmes. Ne pas vouloir participer aux opérations de politique internationale, dans l'un des camps en lutte, ne signifie pas qu'il faille se désintéresser de la réalité de ces opérations.* » Mener notre propre jeu, donc. Par crispation identitaire ? Par fermeture idéologique face à des réalités sociales et historiques complexes ? Par crainte de s'embourber et de servir de petites mains ? Au-delà de ces difficultés, quelques raisonnements nous amènent pour bien d'autres motifs à partager la perspective ici énoncée par le vieux combattant acrate.

Le premier part du fait que si l'autorité n'est pas accoucheuse de liberté, qu'elle ne l'a jamais été, et que nulle auto-organisation ne peut surgir d'une approche autoritaire, centraliste et hiérarchisée de la lutte, il n'en demeure pas moins que des tensions vers l'auto-organisation et

la liberté sont souvent présentes au sein même de ces conflits, y compris lorsque ceux-ci sont dominés par des courants autoritaires (par exemple avec une idéologie de libération nationale ou de communisme). Dans ce cas, on sait d'avance que les appareils de ces organisations de lutte n'hésiteront tôt ou tard pas à réprimer, écraser, récupérer ou éliminer ces tensions, tout en faisant montre (souvent, pas toujours) de prudence pour ne pas perdre le contrôle de la situation. Plutôt que mettre *de fait* leurs énergies et enthousiasmes à disposition d'un tel appareil, les anarchistes ne pourraient-ils pas à l'inverse imaginer des façons de soutenir, défendre et élargir ces tensions vers l'auto-organisation et la liberté, tout en préparant et en se préparant à l'inévitable confrontation décisive avec les forces autoritaires ?

Nombre d'exemples du passé – de l'Ukraine libertaire de 1917-1921 à l'Espagne révolutionnaire de 1936, voire lors de situations de conflits très intenses dans les années 70 –, nous montrent comment les anarchistes et les tensions libertaires au sein de vastes pans de la population perdent en vitesse et en force, finissant par être vaincus avec plus ou moins de facilité, avec plus ou moins de terreur et de massacres, à force d'attendre que les autoritaires se « démasquent » tous seuls en déclenchant leur répression finale. Il est difficile de prévoir *le moment* d'une rupture insurrectionnelle à l'intérieur d'un conflit qui inclut une importante présence autoritaire, mais il est cependant certain que si l'initiative ne vient pas des anti-autoritaires, que si ce n'est pas nous qui franchissons les points de non-retour, la révolution sociale est vouée à une mort certaine.

Un deuxième raisonnement, plus lié à une situation de guerre comme c'est le cas

aujourd'hui dans plusieurs régions de la planète, est que mener *notre jeu*, c'est-à-dire combattre pour la libération totale et pour détruire tout pouvoir, doit certes prendre en compte des analyses sur la situation politique, sur les enjeux stratégiques ou sur les projets de la domination afin d'avoir l'indispensable connaissance des conditions dans lesquelles se déroule la lutte, mais que cette connaissance ne devrait pas venir se substituer au projet anarchiste lui-même. Pour être clairs, nous ne devrions en aucun cas mettre notre projet de destruction de tout pouvoir entre parenthèses, y compris au nom de notre solidarité avec ceux qui se battent. Se solidariser, s'impliquer directement dans une lutte d'opprimés contre des oppresseurs ne devrait ainsi pas impliquer de soutenir les premiers quand ils veulent à leur tour s'ériger en nouveaux oppresseurs. Cela peut effectivement nous amener à garder une certaine distance avec des situations de conflit particulières, faute de disposer d'un point de référence qui nous aide à saisir les tensions libertaires présentes en son sein, et dans l'impossibilité de pouvoir y prendre part directement sans se placer sous les ordres d'une hiérarchie quelconque.

Par contre, tout en restant dans le cas d'une telle situation, si nous analysons les rapports intrinsèques entre guerre extérieure et guerre intérieure, entre l'intervention militaire menée par un État dans un pays lointain et ses nécessaires maintiens de l'ordre, serrages de vis et intensifications de l'accumulation capitaliste à l'intérieur, il est difficile de ne pas voir toutes les possibilités d'intervention qui s'offrent à nous. Prenons par exemple le cas des opérations militaires françaises au Sahel menées au nom de l'« anti-terrorisme ». Faute de disposer d'un point de référence sur place qui pourrait ouvrir la possibilité d'une intervention révo-

lutionnaire directe et internationaliste, cela n'empêche en rien d'agir ici même, dans l'État d'où partent ces opérations, dans celui qui s'en sert pour ressouder le consensus social entre dominés et dominants, pour réaliser d'importants bénéfices ou pour resserrer la surveillance contre tout un chacun...



Alors oui, faire *notre* jeu. Mais est-ce que notre jeu consiste juste à élaborer de belles théories depuis le quai pendant que la tempête fait rage au large ? Pendant que des milliers de personnes crèvent sous les bombes et se font massacrer au nom d'un quelconque pouvoir ? Non, impossible d'accepter une telle position si on ne veut pas jeter à la poubelle la cohérence révolutionnaire qui devrait caractériser notre agir, la sensibilité qui loge au cœur de tout ennemi de l'autorité, l'éthique qui nous distingue, parfois à un prix chèrement payé, de la politique et du calcul. Notre action ne devrait donc pas consister en déclarations de principe solennelles ou en protestations symboliques. Face aux massacres perpétrés hier en ex-Yougoslavie ou aujourd'hui à Afrin, au Yémen, en Syrie, dans les montagnes du Kurdistan, en Palestine, en maints pays d'Afrique, en Birmanie ou ailleurs,... il faut agir en anarchistes, c'est-à-dire aux ordres de personne et au seul nom de la liberté, par exemple en frappant la guerre là où elle est produite. Dans les entreprises militaires, dans la logistique des armées, dans les profiteurs de guerre, dans les convois et les transports de matériel d'approvisionnement, dans leurs centres de recherche : en réalité, de nombreuses pistes se présentent à qui veut s'opposer – concrètement – à la guerre en cours.

Ces dernières années, plusieurs efforts ont déjà été faits dans une telle direction et demeurent d'une actualité brûlante, comme en Italie où des engins de chantier d'entreprises construisant une nouvelle base militaire ont été brûlés dans le sud, où le laboratoire Cryptolab de l'université de Trente et le pôle Meccatronica qui participent à la recherche militaire ont été livrés aux flammes. Comme en Belgique aussi, où trois grandes entreprises du secteur militaire ont brûlé, ravageant dans deux cas la quasi totalité de ces fabricants de mort. Sous un autre angle encore, des infrastructures logistiques de l'armée et des industries de guerre ont aussi fait l'objet de sabotages, comme à Bâle où le chemin de fer servant au transport de troupes suisses a été saboté, comme à Munich où le tronçon ferroviaire pour marchandises utilisé par un grand complexe militaro-industriel a été saboté, comme à Sant'Antioco en Italie où un convoi militaire a été paralysé ou comme dans le Trentin, toujours en Italie, où des antennes de télécommunication militaires ont brûlé. Parfois même, certaines attaques ont directement ciblé les forces armées, comme à Munich lorsqu'un camion militaire a été livré aux flammes, à Montevideo où une Académie Militaire a reçu des molotov, à Decimomannu en Italie, où un incendie est venu frapper l'aéroport militaire, à Brême en Allemagne, où 18 véhicules militaires du génie ont été calcinés, à Dresde où un véhicule militaire a brûlé, ou en France aussi lorsqu'une caserne de la gendarmerie (qui est un corps militaire) a été incendiée ou des voitures de gendarmes brûlées juste sous leur nez. Des échos d'attaques contre les profiteurs et les intermédiaires de guerre se sont également fait jour, comme ces sabotages en Italie contre les intérêts de la multinationale du pétrole et du gaz ENI, impliquée dans le conflit libyen, ou comme

à Paris lorsqu'une attaque incendiaire contre des camions-toupiés de Lafarge a certes échoué, mais non sans rencontrer un écho à Toulouse le mois suivant, où trois de ces mêmes camions ont flambé. Lafarge-Holcim est un cimentier qui a d'importants intérêts économiques en Syrie, où il a d'un côté construit des bunkers pour le compte du régime d'Assad, et de l'autre collaboré financièrement avec Daesh au nom du *business as usual*, lorsque ses cimenteries se trouvaient dans le territoire occupé par ces derniers.



Ces quelques pistes et exemples récents ne sont pas destinés à nous aider à trouver plus facilement le sommeil pendant que les massacres continuent. Ce ne sont pas des litanies à réciter pour mettre sa propre conscience en paix. Ils trouvent simplement leur place ici parce que *dans les faits*, il est possible d'attaquer la guerre, en nous suggérant des possibilités d'intervention là où nous sommes. Le projet anarchiste de libération totale ne saurait – encore moins en ces temps de militarisation accrue et de guerres à tout va – se passer d'un approfondissement sur comment intervenir dans de telles situations, qu'on se trouve au cœur du conflit ou, disons, à une certaine distance géographique. De tels approfondissements, en s'exprimant à travers l'attaque, parleront sans doute beaucoup plus de notre conception de la liberté et de la solidarité avec ceux qui se battent contre une oppression, qu'en ralliant des étendards qui ne peuvent pas être les nôtres.



« Il apparaît de plus en plus nécessaire de se demander si le militarisme des généraux factieux parviendra à imposer ses propres formes de lutte aux révolutionnaires espagnols, ou si, inversement, nos camarades parviendront à désagréger le militarisme en lui opposant des méthodes d'action aboutissant à la liquidation du front militaire, et à l'extension à toute l'Espagne de la révolution sociale.

Les éléments de succès dont disposent les fascistes, sont les suivants : abondance du matériel, rigidité draconienne de la discipline, organisation militaire complète, et terreux exercée sur la population avec l'aide des formations policières du fascisme. Ces éléments de succès se trouvent valorisés par la tactique de la guerre de position, de front continu, avec transport de forces massives vers les points où l'on veut obtenir la décision.

Du côté populaire, les éléments de succès sont d'ordre absolument contraire : abondance d'hommes, initiative et agressivité passionnée des individus et des groupes, sympathie active de l'ensemble des masses travailleuses de tout le pays, arme économique de la grève et du sabotage dans les régions occupées par les fascistes. La pleine utilisation de ces forces morales et physiques, en elles-mêmes bien supérieures à celles dont dispose l'adversaire, ne peut se réaliser que par une lutte généralisée de coups de mains, d'embuscades et de guérilla s'étendant à l'ensemble du pays.

La volonté bien arrêtée de certains éléments politiques du Front Populaire espagnol est de combattre le militarisme en lui opposant une technique militaire de même ordre, en lui faisant une guerre « en règle » à grands coups de corps d'armée et de concentration de matériel, en décrétant la *mobilisation obligatoire*, en appliquant un *plan stratégique sous un commandement unique*, bref, en copiant plus ou moins parfaitement le fascisme. Ici-même, nous avons publié l'opinion de camarades qui se sont laissés influencer par le bolchevisme au point de revendiquer la création d'une Armée Rouge.

Cette attitude nous paraît dangereuse à plus d'un point de vue. »

L'Espagne Antifasciste (Barcelone) n° 4,
30 août 1936

| Le sens de la destruction... |

Comme nous l'avons déjà dit, la destruction est nécessaire pour dissiper aux yeux des vastes masses les illusions libérales, et pour donner ainsi à la révolution la possibilité concrète *de tuer la démocratie, d'enjamber toutes sortes de réformismes, de dépecer le juste milieu*. Sans le processus continu d'une profonde destruction, les masses – après la tempête, après les premières conquêtes – se calmeraient, retourneraient à leurs occupations habituelles. La vie s'arrangerait de nouveau, elle rentrerait, quant au fond, dans l'ancienne ornière. Alors, le réformisme et la Démocratie pourraient s'affermir. La Révolution Sociale serait tuée. La destruction continue ne donne pas au « milieu » le temps de prendre pied et de jouer le rôle d'une force ayant l'air de résoudre les problèmes de la Révolution et de créer la vie. La destruction découvre avec évidence l'impuissance réelle du « milieu », elle engendre la désillusion et la méfiance nécessaires envers la démocratie, elle continue à « révolutionnariser » les masses. En fin de compte, elle fait effondrer le « milieu ». (En formant en même temps le front de la réaction, la destruction, par cela même, rend la lutte plus nette et plus précise).

Les exemples cités dans la lettre précédente sont déjà une suffisante illustration de cette thèse. Nous n'y ajouterons que l'exemple de deux moments typiques dans la révolution russe : 1° les bolchevistes existaient aussi *avant Octobre* ; avant Octobre aussi, ils prêchaient leur Révolution, ils y aspiraient. Mais cette révolution ne put se réaliser et rejeter la démocratie que lorsque le processus destructif qui y était nécessaire mûrit et souleva les vastes masses ; 2° la tentative de certains éléments, les plus actifs et les plus impatients,

de faire éclater la révolution déjà en *Juillet 1917* n'eut pas de succès : la destruction et ses résultats n'atteignirent pas encore à ce moment l'effet indispensable.

A l'étranger aussi, la démocratie s'amoindrit aujourd'hui graduellement. C'est qu'à l'étranger également, la destruction va son train et remplit sa mission. Comme nous l'avons déjà indiqué, sa présence et la dépréciation graduelle des illusions démocratiques, tel est l'un des symptômes de la Révolution Sociale en développement.

* * *

La destruction continue et implacable est appelée à *briser tôt ou tard les dernières tentatives d'entente entre le Travail et le Capital* : tentatives qui, sur une certaine étendue de la révolution (surtout dans les pays industriellement avancés) auront lieu à plusieurs reprises et dans les plus larges dimensions, dans le but de faire avorter la révolution croissante et de la faire dévier dans l'« évolution », dans la voie d'accommodements, de passivité et de solution pacifique des conflits. La destruction irrésistible enlèvera, enfin, toute base possible à ces tentatives.

* * *

Ce n'est qu'une destruction irrésistible et continue qui sera à même de donner à la Révolution la possibilité réelle de *briser l'État* : de démasquer son impuissance créatrice, son inutilité, sa perversité ; de tuer l'idée étatiste elle-même, de faire approcher de bien près les vastes masses à l'idée d'une construction et d'une existence non-étatistes. Sans cette complète destruction, l'État se rendrait, sous quelque forme,

inévitablement maître de la situation (car s'il y a la moindre accalmie avant que le tissu nouveau se soit formé, c'est l'ancien qui reparaît). Auquel cas il n'y aurait même pas à parler d'une révolution sociale : avec l'État, le Capitalisme serait sauvé.

* * *

En dévoilant toute l'impuissance créatrice d'une organisation autoritaire qui, en même temps, empêche les recherches et la création indépendantes des masses, la destruction démontre d'une façon éclatante (palpable ?) *le péril du pouvoir et de l'autorité en général*.

Plus encore. En privant tout gouvernement de point d'appui, en démontrant pas à pas le vide et le mensonge de tout pouvoir, en supprimant consécutivement à toute forme politique la possibilité de justifier adroitement leur existence et de s'affermir solidement, la destruction brise aux yeux des vastes masses, non seulement l'illusion du pouvoir, mais aussi de *toute activité (fonction?) politique en général*. Elle entraîne la mort du principe politique lui-même. La destruction tue la politique, toute la politique, la possibilité même d'une construction politique quelconque, l'idée politique elle-même. Sous ce rapport, l'importance du processus destructif est énorme. Car sans une destruction complète, le mirage de l'autorité et de la politique ne peut être effacé, et sans son écroulement complet, la Révolution Sociale ne pourra être réalisée.

* * *

En dévoilant la véritable nature – l'impuissance créatrice, le vide, le mensonge et le péril – de l'État et de l'autorité, la destruction découvre clairement aux yeux des vastes masses aussi *toute la stérilité, toute la perniciosité du socialisme étatiste et autoritaire*. Avec tout le passé, s'écroulera aussi ce socialisme entièrement bâti sur

les notions enracinées de ce Passé, et qui pour cette raison s'était si fortement incrusté dans les esprits. La vraie révolution se libérera de ses entraves.

A l'heure actuelle, le socialisme, au fond, tombe en ruines. Tel est l'un des plus importants résultats du processus destructif, et en même temps l'un des signes les plus certains de la Révolution Sociale en marche.

* * *

Il s'ensuit que la destruction est appelée à prouver aussi toute l'ineptie, toute l'inutilité des soi-disant *partis politiques* (socialistes) pour l'œuvre de la Révolution Sociale. Tous sont unanimes à reconnaître que leur abondance et le démembrement des masses travailleuses qui s'ensuit, sont l'un des plus grands obstacles à la révolution. Les partis eux-mêmes le comprennent ; mais chacun se considérant comme seul possesseur de la vérité, ne peut faire autrement que de se louer, de se glorifier, d'appeler à lui en discréditant tous les autres partis. La destruction triomphera de l'obstacle en réduisant, en fin de compte, tous les partis à un seul dénominateur : elle les tuera. En démontrant leur stérilité, en amenant les masses à la nécessité de faire et d'agir directement elles-mêmes, d'une façon unie et concrète, la destruction tuera l'idée même, absurde et fausse : celle de chercher à réaliser – pour les masses, avec leur aide et par la méthode politique (saisie du pouvoir) – telle ou autre doctrine sociale. La destruction et ses résultats vont désigner aux porteurs de ces doctrines leur place et leur œuvre véritables : de propager leurs conceptions et leur compréhension des voies révolutionnaires, mais de ne point chercher à imposer cette compréhension à la vie, comme étant la seule véritable, à l'aide d'une organisation politique et des masses artificiellement liées par cette dernière. La décomposition

des partis politiques qui commence sous nos yeux, nous est la meilleure illustration de ce qui précède.

* * *

... La destruction continue ne donnera pas aux forces ennemies (ou hostiles à la révolution complète) la possibilité de satisfaire économiquement et d'une façon stable telle ou telle classe sociale pour s'appuyer sur elle, arrêter effectivement la révolution et rétablir le capital et le pouvoir sous une forme quelconque. En général, la destruction doit ne pas permettre à la révolution sociale de s'arrêter à un résultat quelconque avant que ne soit atteint son résultat complet : entreprise d'une construction libre, début d'une communauté laborieuse, égalitaire et non-autoritaire.

Des bases de vie économique et sociale absolument nouvelles devront être établies au cours de la révolution sociale. Toute l'ancienne économie devra donc être ruinée de fond en comble, sans aucune possibilité de restauration sous quelque forme que ce soit.

C'est par cette ruine que le processus doit commencer. Tant que le système de vie économique contemporaine ne sera pas ruiné entièrement, les vastes masses humaines n'auront pas assez de stimulants pour se détacher résolument du passé et se mettre à l'œuvre pour la construction nouvelle. Tant que le système de la vie économique ne sera pas complètement ruiné, il se trouvera toujours des forces qui voudront et sauront s'agripper aux vestiges du passé et rétablir sur eux l'ancien système sous une forme quelconque.

C'est dans l'abîme d'une catastrophe complète, d'un péril physique absolu que l'humanité doit jeter un regard pour s'éloigner

*des éléments qui l'y ont amenée, pour s'élan-
cer résolument dans des voies nouvelles,
pour creuser les fondations d'une existence
vraiment neuve, vraiment progressive, vrai-
ment humaine.*

Entre autres, la destruction est indispen-
sable pour préparer l'écroulement de
toute la technique économique contem-
poraine : technique de production, de
travail, d'échange, etc... Toute l'« inertie
technique » de l'économie sociale actuelle
(l'organisation actuelle du processus du
travail, la fabrique actuelle, la technique
actuelle de l'échange, l'argent, etc...) doit
être ébranlée jusqu'à sa base par le proces-
sus destructif.

Ce que nous venons de dire au sujet des
phénomènes économiques, sociaux et
techniques, se rapporte également à ceux
de la culture en général : politique, droit,
religion, mœurs et ainsi de suite. Tous
les amoncellements pseudo-culturels de
notre époque devront être bouleversés
de fond en comble pour que les individus
entament résolument la construction nou-
velle.

Ce n'est qu'une destruction acharnée de
tous les trésors contemporains, – une
destruction sans quartier et menée aux
dernières extrémités, – qui amènera l'hu-
manité à la conscience de toute l'absurdité
et perniciosité de ce qui nous entoure, à la
sensation d'angoisse et de dégoût, à la soif
d'une rénovation décisive.

Voline,
(extrait de sa *Neuvième lettre*)
avril-juin 1923

